

Présentation

Ce numéro est l'aboutissement d'un séminaire organisé par l'Ires sous l'intitulé « Marchés financiers et nouvelles figures salariales », initié à l'automne 1999. Il a réuni des chercheurs de l'Ires et d'autres laboratoires, des universitaires et des syndicalistes¹. Ce séminaire s'était donné pour objectif non seulement d'identifier un certain nombre de faits stylisés caractéristiques de cette nouvelle phase de la mondialisation et du rôle désormais pivot qu'y joue la finance de marché mais surtout de rendre compte des effets des transformations de cette mondialisation sur le rapport salarial. Fidèle à la démarche comparative internationale, c'est à partir d'un programme de comparaisons empiriques autour de l'examen des systèmes de retraite par capitalisation et/ou d'épargne salariale existants dans différents pays, du développement de formes patrimoniales de rémunération, des stratégies et modalités nouvelles d'intervention syndicale et de leur articulation aux marchés financiers que le fil conducteur du séminaire de l'Ires a été déroulé. Ce tour d'horizon international devait permettre de mieux éclairer les enjeux du débat tels qu'ils se dessinent en France.

La publication du numéro spécial rend toutefois imparfaitement compte de ce tour d'horizon : la plupart des articles et des recherches empiriques s'appuient en effet de façon dominante sur les expériences nord-américaines alors que le séminaire a compté nombres de séances sur les situations européennes (en particulier la Suisse et les Pays-Bas, etc.). S'il est difficile aujourd'hui de justifier ce « choix » à partir de la réflexion de K. Marx selon laquelle « le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir », tant la variété des capitalismes de l'après deuxième guerre mondiale semble aujourd'hui largement admise, il reste que le capitalisme américain,

1. Outre les chercheurs de l'Ires et les conseillers techniques des syndicats, les membres permanents du séminaire ont été : Alexia Autenne, Thomas Coutrot, Guillaume Duval, Jean-Claude Delaunay, Bernard Friot, Esther Jeffers, Gérard Lafay, Paul Maillard, Claude Serfati, Bruno Theret.

en tant qu'expérience la plus aboutie de la nouvelle phase de cette mondialisation, a toujours représenté en quelque sorte un passage obligé de l'analyse. Mais surtout que cette obligation s'est avérée d'autant plus nécessaire que l'année 2000 aux Etats-Unis a été riche d'évènements. Elle a représenté la fin d'une exceptionnelle période de croissance de la productivité (« nouvelle économie ») et d'un cycle boursier haussier, elle a été marquée par une succession de scandales comptables et de faillites d'entreprise, ainsi que par une exacerbation des conflits d'intérêts dans des professions censées assurer la bonne marche des marchés financiers. Enfin, elle a miné la confiance des Américains dans ces marchés et leur système de retraite par capitalisation, après la dévastation des plans d'épargne retraite ou d'épargne salariale de très nombreux salariés.

C'est en effet ce système de contrôle des entreprises par les marchés financiers et les formes de gouvernement qui lui sont associées qui ont été mis en cause. Or il était présenté jusqu'à peu comme un modèle à suivre pour le reste du monde, ayant déjà inspiré de nombreuses réformes dans les pays européens, ainsi que de nouvelles stratégies syndicales d'activisme actionnarial. Il est donc apparu plus que jamais nécessaire de s'interroger sur les facteurs de vulnérabilité de ce modèle, sur la crise de ses principales formes institutionnelles, sur les opportunités mais aussi les limites des nouvelles stratégies syndicales mises en œuvre dans un contexte général de déclin relatif des capacités d'intervention du syndicalisme (déclin de la syndicalisation et des grèves, de la négociation collective, etc.). Les contributions à ce numéro ont en partie été commandées par cette actualité et expliquent la place dominante faite à l'analyse de la situation nord-américaine, et plus particulièrement étasunienne.

La contribution de F. Roturier et de C. Serfati qui prend appui sur l'affaire Enron porte sur une analyse du rôle de la communauté financière dans l'avènement d'un « capitalisme de copains à l'américaine ». Cette communauté financière, définie comme un « groupe social uni par des intérêts communs », a forgé au long des années 1980 des institutions, telles que les marchés financiers. Grâce à un activisme réglementaire qui relève davantage d'une réglementation néolibérale plutôt que d'une déréglementation, la consolidation de ces institutions a permis à ce groupe d'accroître sa puissance et sa prospérité. De nouvelles relations et interactions se sont mises en place entre cette communauté financière et les groupes industriels, qui ont donné naissance à un type renouvelé de capital financier dont le « pouvoir oppressif » n'a sans doute jamais été aussi fort dans l'histoire du capitalisme moderne.

La contribution de C. Sauviat cherche à identifier les traits du nouveau pouvoir financier qui s'est affirmé aux Etats-Unis à partir des années 80, grâce à des changements institutionnels qui ont canalisé d'énormes flux d'épargne retraite vers les marchés financiers. Incarné par les investisseurs

institutionnels, nouveaux actionnaires des entreprises et vecteurs de nouvelles exigences et de nouveaux droits de propriété, ce pouvoir financier a contribué à façonner un modèle d'entreprise spécifique, tant du point de vue de sa rationalité économique et financière que de son organisation interne. Il a été aidé en cela par des passeurs proches ou issus des milieux de la finance que sont les professionnels de l'expertise et du conseil. Le modèle d'entreprise qui en découle est marqué par une fragilité endogène : il est en effet très fortement corrélé à la performance boursière et au fonctionnement des marchés financiers, et porteur d'une instabilité intrinsèque. En outre, ce nouveau pouvoir financier s'est avéré assez peu efficient en matière d'allocation du capital en même temps qu'il a conduit à une redistribution des richesses fort asymétrique en faveur des dirigeants d'entreprise.

La contribution de M. Lizée s'interroge sur l'action et la stratégie syndicale au regard de l'évolution des systèmes de retraite. Elle a pour cadre le Canada et plus particulièrement le Québec, c'est-à-dire un contexte spécifique en Amérique du Nord marqué à la fois par la tradition anglo-saxonne (notamment les systèmes de retraite) et par la tradition européenne (notamment le mouvement syndical). Compte tenu de la modestie relative des régimes publics de retraite que les syndicats nord-américains défendent bec et ongles, ces derniers se mobilisent depuis quelques années autour de la question de l'utilisation de « l'argent des travailleurs ». Ils considèrent en effet que cette épargne, accumulée dans des régimes professionnels capitalisés qui forment souvent un « pilier » important des retraites des salariés, et placée sur les marchés financiers, est une forme de « salaire différé ». Ils en réclament à ce titre le contrôle, sinon exclusif, du moins partagé avec les employeurs pour pouvoir intervenir sur les marchés des capitaux et y faire prévaloir une vision plus solidaire du développement et de la mondialisation que celle véhiculée par les impératifs de rentabilité financière. Au Québec, où le mouvement syndical a mieux résisté et où l'environnement réglementaire est moins hostile au syndicalisme qu'au Canada anglophone et aux États-Unis, les syndicats ont pu gagner une représentation paritaire dans l'administration des caisses de retraite et faire ainsi l'apprentissage de l'exercice de leurs droits de vote en tant qu'actionnaires. L'article analyse donc les perspectives, les retombées mais aussi les limites de ce nouvel activisme actionnarial, qui n'en est encore qu'à ses prémices, et qui n'évite pas les inégalités en matière de sécurité du revenu pour la retraite.

La contribution d'Antoine Rémond est la seule à avoir pour cadre de réflexion certains pays européens. Elle pose la question de la représentation des actionnaires salariés et souligne les implications du choix de ses différentes formes au travers des expériences britannique et française. Cette question a surgi dans ces deux pays à l'occasion des privatisations mais également comme résultat de bouleversements internes au rapport salarial. L'auteur cherche à en identifier tous les enjeux pour les acteurs syndicaux,

enjeux parfois contradictoires dans la mesure où ils autorisent la création de nouveaux espaces de pouvoir en même temps qu'ils peuvent affaiblir, voire concurrencer des formes de représentation plus traditionnelles. Car l'actionnariat, en induisant une logique gestionnaire ou co-gestionnaire, brouille la distinction fondamentale entre capital et travail. Les réponses apportées par chacun des pays entre représentation syndicale ou représentation autonome laissent entière la question de savoir si les syndicats peuvent être producteurs de nouveaux critères de gestion et s'ils ont une place à occuper dans le gouvernement des entreprises.

La contribution de Jacky Fayolle brosse le cadre macro économique général dans lequel s'inscrivent les évolutions contemporaines du capitalisme, au travers des différentes étapes historiques de la mondialisation. Elle propose une synthèse des interventions de spécialistes de la question et de débats qui ont eu lieu à l'occasion d'une rencontre organisée par une association fédérant plusieurs syndicats d'Air France. L'auteur met l'accent sur la réversibilité du mouvement de mondialisation en période longue, les incertitudes et les contradictions que la phase contemporaine de la mondialisation financière recèle, et les défis renouvelés qu'elle pose aux acteurs syndicaux. Enfin, il débouche sur des interrogations majeures quant à la régulation financière du capitalisme contemporain et à son instabilité chronique, soulevée par plusieurs intervenants, et aux réponses possibles en termes de nouvelles formes de gouvernance des fonds de pension dans lesquelles les syndicats seraient partie prenante.

Jean-Marie PERNOT et Catherine SAUVIAT